

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODEL

Zone industrielle Nord Est - BP 94184
Rue Barthélemy
14100 Lisieux

Références : 2025-016
Code AIOT : 0005300960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement SODEL implanté Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a assisté au contrôle inopiné des rejets d'eaux résiduelles après traitement de la société SODEL. Ce contrôle inopiné a consisté à procéder à un prélèvement 24 heures des rejets réalisé avec les moyens de LABEO en vue de rechercher tous les paramètres polluants réglementés dont les valeurs limites en concentration et en flux sont fixées dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter de la société SODEL en date du 15 décembre 2016.

L'inspection a assisté à la pose et la dépose des matériels de prélèvement et de mesures ainsi qu'à la constitution des échantillons à analyser selon les polluants recherchés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEL
- Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux
- Code AIOT : 0005300960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SODEL exploite à LISIEUX une usine de fabrication de produits d'entretien et détergents à destination des professionnels. L'établissement est classé Seveso Seuil Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	Sans objet
7	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté d'anomalie notable lors des contrôles menés à la pose des équipements de prélèvement et de contrôle de caractéristiques des rejets. L'inspection a toutefois relevé que la société BAMO estimait ne pouvoir valider la conformité de l'ouvrage « canal venturi » de sa marque BAMO installé sur le site, ce qui mérite des éclaircissements. Il est demandé à l'exploitant de déterminer la faisabilité de mener cette validation.

Un échantillonneur mono-flacon est utilisé par l'exploitant s'agissant d'un échantillonnage proportionnel au débit. Il n'est pas prescrit à l'exploitant de suivi de substances dangereuses. L'inspection a relevé que le mono-flacon de l'échantillonneur de SODEL n'est pas en verre, mais en polyéthylène comme le tuyau d'aspiration. Or, le contrôle inopiné a été pratiqué par LABEO avec un échantillonneur mono-flacon équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. De ce fait, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne adéquation du tuyau d'aspiration et du flacon employés pour les prélèvements proportionnels au débit au regard des paramètres à analyser dans le cadre de la surveillance des rejets prescrite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations disposent de la place disponible pour procéder à des prélèvements des rejets de SODEL et au contrôle du pH, de la température et du débit.</p> <p>L'exploitant a modifié ses installations de traitement et installé un dispositif de prélèvement et de suivi des rejets ainsi qu'un canal de mesure avec capteur ultrason et mesure de pH.</p> <p>Le canal de mesure est situé dans un fossé bétonné en dessous du niveau du sol et il est surmonté de plaques métalliques amovibles.</p> <p>L'agent de prélèvement a installé ses matériels de mesure et de prélèvement sans trop de difficulté, même si l'accès au canal de mesure et l'installation du matériel de mesure du débit n'est pas facilité par la configuration des installations (fossé en déclivité).</p> <p>Le point de prélèvement est situé là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant.</p> <p>Le laboratoire a défini les paramètres de prélèvement en fonction du débit prévisionnel de rejet (ordre de grandeur de 0,7 m³/h) avec l'exploitant.</p> <p>Lors de l'installation du matériel, il n'y avait pas de rejet en raison d'un pH des effluents en cours</p>

de traitement trop haut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'ouvrage est accessible en toute sécurité. Il n'a pas été relevé de possibilité de dilution préalable des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection que le préleveur automatique avait été changé lors du dernier arrêt technique début août. La mesure de débit est faite au moyen d'une sonde ultrason de marque BAMO. Cet équipement est vérifié une fois par an par la société BAMO Mesures sise à Argenteuil (95100). La consultation du dernier contrôle du système de mesure du débit, de l'étalonnage des 2 sondes pH de neutralisation des cuves et de la sonde pH du rejet final par BAMO Mesures en date du 6 décembre 2023 appelle une question relative à un commentaire du rapport de contrôle relatif au canal ouvert pour lequel il est mentionné que le « <i>contrôle dimensionnel et le positionnement de l'ouvrage ne peut être réalisé par nos soins, par conséquent nous ne pouvons en valider sa conformité. Seul l'aspect visuel nous permet d'apprécier s'il ne présente pas une non-conformité manifeste.</i> » Ce commentaire est d'autant plus surprenant que l'ouvrage est de marque BAMO. Le rapport ne mentionne pas d'anomalie. Par ailleurs, l'exploitant met en œuvre un suivi des installations de neutralisation des effluents y compris de la sonde pH de rejet final (étalonnage mensuel). Le contrôle de la fiche de suivi des contrôles pratiqués n'appelle pas d'observation de l'inspection.

<p>Les installations sont régulièrement contrôlées et le reporting des contrôles est correctement formalisé.</p> <p>Enfin, l'installation comporte bien les équipements relatifs aux diverses mesures en continu à réaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de clarifier la position de BAMO quant à la non validation de la conformité de l'ouvrage « canal venturi » de marque BAMO et de déterminer la faisabilité de mener cette validation sous deux mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Canal de mesure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été relevé de non-conformité manifeste dans l'aménagement du venturi et concernant l'implantation des instruments de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<p>Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien, suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils</p>

<p>devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.</p> <p>Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de mesure du débit est relié à une station de pilotage de l'ensemble de l'installation de traitement des effluents et de gestion des rejets. Cette station centralise toutes les mesures réalisées, les enregistre et totalise les mesures de débit.</p> <p>Le suivi métrologique du dispositif de mesure du débit consiste à vérifier la concordance entre les hauteurs contrôlées (simulation avec des cales) et les mesures affichées.</p> <p>Il n'y a pas de mesure sur banc ou de mesure comparative.</p> <p>La supervision du traitement des effluents et des rejets est aisément accessible et au plus près des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<p>Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.</p> <p>La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO₅, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en œuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider</p>

l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.

Constats :

L'échantillonneur mono-flacon est utilisé par l'exploitant s'agissant d'un échantillonnage proportionnel au débit. Il n'est pas prescrit à l'exploitant de suivi de substances dangereuses, le mono-flacon de l'échantillonneur de SODEL n'est pas en verre, mais en polyéthylène comme le tuyau d'aspiration. Interrogé sur l'adéquation entre la matière constituant le tuyau d'aspiration et le flacon et les paramètres recherchés, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que son installation était adaptée.

Le dernier rapport annuel BAMO Mesures consulté du 6 décembre 2023 mentionne les contrôles de bon état et de bon fonctionnement du préleveur réalisés. Il n'est pas relevé d'anomalie.

Le contrôle inopiné a été pratiqué avec un échantillonneur mono-flacon équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, le prestataire de prélèvement a validé l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté correspondait bien au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne adéquation du tuyau d'aspiration et du flacon employés pour les prélèvements proportionnels au débit au regard des paramètres à analyser dans le cadre de la surveillance des rejets prescrite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation

Prescription contrôlée :

Extraits :

Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.

La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être

mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.

La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).

Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.

La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.

En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.

Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.

Constats :

Il n'a pas été relevé de problème de flaconnage et de risque de contamination lors de la réalisation de l'opération de prélèvements.

L'exploitant dispose d'un appareil de prélèvement automatique avec dispositif de conservation de l'échantillon représentatif des rejets. L'exploitant prend hebdomadairement le volume d'eau nécessaire pour réaliser les analyses prescrites et suit les modalités de constitution des échantillons établies par le laboratoire EUROFINS qui fournit également les flacons ainsi que les moyens nécessaires à leur bonne conservation lors de leur expédition. Les conditions de flaconnage et de conservation sont ainsi respectées. Ces opérations sont réalisées de manière à ce que l'expédition puisse se faire sans tarder.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Les rejets se font dans le réseau d'assainissement de Lisieux.

Lors de la pose du matériel de LABEO, il n'y avait pas de rejet. Toutefois, le canal de mesure était propre, sans dépôt et lors de la reprise du matériel le lendemain, les effluents étaient globalement

translucides.

Type de suites proposées : Sans suite